

► **Jean-Loup Chappelet**
«Malheureusement, il y aura Calgary»



Jean-Christophe Bott/Keystone

«Cette nouvelle candidature montre que l'envie d'amener les Jeux en Valais perdure, et c'est une bonne chose», affirme d'entrée Jean-Loup Chappelet. Le directeur exécutif, puis technique, de Sion 2006, se dit d'ailleurs «persuadé que la Suisse peut organiser d'excellents Jeux d'hiver». Mais il émet aussi certaines réserves.

«D'abord, le dossier ne doit pas être bon dans l'absolu, il doit être bon par rapport aux autres, explique Jean-Loup Chappelet. La question est: arrivera-t-on avec le projet qu'il faut au moment opportun pour Valais 2026? L'important sera d'analyser la concurrence. Je me rappelle qu'on avait fait une analyse stratégique pour Sion 2006. Mais c'était avant que Turin n'entre dans la course. Or, la candidature turinoise a totalement modifié la donne. La commission d'évaluation avait dit de notre projet qu'il était le meilleur, mais le dossier italien n'était pas moins bon que le nôtre, désolé de le dire. Et il a fini par faire la différence.»

Jean-Loup Chappelet voit un autre obstacle de taille: le fait que Calgary se soit annoncé candidat par la bouche de son maire. «Ce n'est pas rien, et c'est mauvais pour Valais 2026, confirme le professeur à l'IDHEAP. La ville canadienne a tout à proximité immédiate - tremplins, patinoires, piste de bob - pour avoir déjà organisé les Jeux en 1988. Or, je rappelle que c'est une ville, et non une région, qui est désignée par les membres du CIO. Que choisiront-ils? Des Jeux concentrés autour d'une cité comme Calgary, ou des Jeux étalés sur quatre ou cinq cantons différents? Valais 2026 ne sera pas tout seul dans la course, c'est une évidence. Il s'agira donc de bien analyser les avantages et les inconvénients.»

Enfin, il y a l'aspect financier. «Si on balance un montant d'un milliard aux gens, cela fait peur. Mais à analyser la chose sous un autre angle, ce n'est pas forcément si énorme que cela, si l'on tient compte du fait que le budget annuel de la Confédération est supérieur à 60 milliards de francs. Encore une fois, le tout est d'arriver au bon moment avec les bons arguments. Et les bonnes garanties.»